



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Fermeture de l'usine De Dietrich de Mertzwiller

Question au Gouvernement n° 869

Texte de la question

FERMETURE DE L'USINE DE DIETRICH DE MERTZWILLER

Mme la présidente . La parole est à M. Théo Bernhardt.

M. Théo Bernhardt . Monsieur le ministre de l'économie, samedi dernier, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Mertzwiller, dans ma circonscription, contre la fermeture de l'usine tricentenaire De Dietrich, qui produit des pompes à chaleur. Une marche blanche symbole de détresse, mais aussi de colère, face à une décision qui menace 320 emplois et risque d'en emporter des centaines d'autres chez les sous-traitants locaux. J'étais aux côtés des salariés, de leurs familles, et je tiens ici à saluer leur dignité et leur détermination.

Que dire de cette fermeture, si ce n'est qu'elle constitue une nouvelle preuve de l'incompétence éternelle du macronisme ? En 2023, le président Macron promettait, en grande pompe, de produire un million de pompes à chaleur d'ici à 2027. Une promesse fumeuse ! Aujourd'hui, la France peine à produire 170 000 unités, submergée par des importations massives venues d'Asie. Où sont les commandes publiques pour équiper les écoles, les universités et les hôpitaux en pompes à chaleur réversibles alors même que notre pays suffoque désormais chaque été sous les vagues de chaleur ?

Cette fermeture est en réalité un aveu terrible d'incompétence, le symbole même de l'échec du président Macron en matière de réindustrialisation. Les ouvriers alsaciens paient le prix des illusions et des discours sans lendemain du président de la République. Et que dire de La France insoumise, dont les militants ont samedi dernier été expulsés de la marche blanche par les salariés et les syndicats (*Applaudissements* sur les bancs des groupes RN et UDR) à la suite de leur pathétique tentative d'agitation politique stérile, démontrant une de fois plus qu'ils n'agissent jamais dans l'intérêt des Français ? (*Exclamations* sur les bancs du groupe LFI-NFP.)

Mme Mathilde Panot . C'est faux !

M. Théo Bernhardt . Seul le Rassemblement national soutient une véritable politique de réindustrialisation. Seul le Rassemblement national propose des solutions concrètes, comme le fait de reconverter le site en une usine d'armement au service de notre défense nationale – je le propose depuis des mois.

Mme Mathilde Panot . C'est vous qui avez refusé de censurer Bayrou !

M. Théo Bernhardt . Allez-vous enfin écouter les propositions de Marine Le Pen pour lutter contre la désindustrialisation de notre pays ? Elles seront d'ailleurs rappelées par notre collègue Alexandre Loubet dans son rapport à venir. Allez-vous sauver le site De Dietrich ou allez-vous continuer à laisser mourir notre industrie et nos territoires ? (*Applaudissements* sur les bancs des groupes RN et UDR.)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique . Que dire, en effet ? Peut-être, tout d'abord, que les pompes à chaleur constituent un élément de la transformation écologique que vous soutenez avec beaucoup de vigueur, je le sais. *(Rires sur quelques bancs du groupe EPR.)*

Mme Stéphanie Rist . Excellent !

M. Éric Lombard, ministre . Le gouvernement a lancé une campagne de communication pour favoriser leur installation, la TVA sur les chaudières à gaz a été augmentée et le dispositif MaPrimeRénov' continuera de fonctionner cet été pour les copropriétés et les monogestes. Les ménages qui le souhaitent pourront ainsi s'équiper en pompes à chaleur. Nous souhaitons évidemment soutenir leur installation, que ce soit pour le chauffage ou la climatisation, dans de bonnes conditions écologiques.

M. Hervé de Lépinau . Merci l'Ademe !

M. Éric Lombard, ministre . Je vous rejoins sur un seul et unique point : nos industries, notamment De Dietrich, dans votre circonscription, font l'objet d'une concurrence très sévère, en particulier des pays asiatiques. C'est la raison pour laquelle nous agissons avec vigueur. Ne vous en déplaît, la solution est européenne. *(« Ah ! » sur les bancs du groupe RN.)*

M. Julien Odoul . Ça se saurait !

M. Philippe Ballard . C'est bien connu, l'Europe nous protège !

M. Éric Lombard, ministre . Je savais que cela vous ferait plaisir... Nous travaillons avec nos collègues européens afin d'instaurer les protections qui permettront à nos industries de se développer dans cet environnement difficile.

M. Emeric Salmon . Ça ne marche pas !

M. Julien Odoul . C'est l'Europe qui nous pompe !

M. Éric Lombard, ministre . Qu'il s'agisse de l'acier, de la chimie, de l'automobile ou plus généralement de l'industrie, l'Union européenne va faire mouvement...

M. Julien Odoul . Si elle fait mouvement, alors...

M. Éric Lombard, ministredans les mois qui viennent. *(Exclamations sur les bancs des groupes RN et UDR.)* Je peux vous assurer qu'avec le ministre Marc Ferracci, nous sommes très engagés dans ce travail pour sauver l'industrie française.

Mme la présidente . La parole est à M. Théo Bernhardt.

M. Théo Bernhardt . C'est à cause des normes européennes que l'entreprise De Dietrich en est là ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)*

Données clés

Auteur : [M. Théo Bernhardt](#)

Circonscription : Bas-Rhin (8^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 869

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 juillet 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 9 juillet 2025